

Chère cliente, cher client,

Voici le contenu de notre lettre d'information pour le 4^e trimestre 2017 :

1. Bilan du 4^e trimestre
2. Revue macro-économique
3. Stratégie de placement obligataire
4. Stratégie de placement actions
5. Performances

Bilan du 4^e trimestre

Le tableau suivant illustre les performances des principaux indices de marché au cours du 4^e trimestre de 2017, de même que celles pour 2017 :

Région / pays	Indice	Devise	Performances 4 ^e trimestre 2017 (%)	Performances 2017 (%)
France	CAC 40	€	0,0	12,5
Allemagne	DAX	€	0,7	12,5
Actions zone euro	Euro Stoxx 50	€	-2,2	10,0
Obligations zone euro	Euro MTS 7-10 ans	€	1,0	1,8
États-Unis	S&P 500	\$ US	6,6	21,8
Canada	S&P/TSX Composite	CAD	4,4	9,1
Royaume-Uni	FTSE 100	GBP	5,0	12,0
Japon	Nikkei 225	Yen	12,0	21,3
Monde	MSCI Monde	\$ US	5,6	23,1
Marchés émergents	MSCI Marchés Émergents	\$ US	7,3	37,5

Le quatrième trimestre de 2017 s'est avéré généralement positif pour toutes les grandes places boursières, sauf celles de la zone euro. Au sein de cette dernière, ce sont les performances des marchés boursiers de l'Espagne et de l'Italie qui ont tiré la performance de la classe d'actif vers le bas.

Le Nikkei 225 s'est envolé de 12 % sur la période, portant la performance de la classe d'actifs à plus de 21 % en 2017. L'indice boursier termine ainsi à un plus haut de 25 ans !

Les actions américaines ont poursuivi leur progression, l'indice S&P 500 affichant une performance de près de 22 % cette année ; les grandes capitalisations technologiques de l'indice boursier (*Alphabet-Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft*) ont quant à elles progressé de 44 % en moyenne en 2017. Aussi, les actions canadiennes, après un lent début d'année, ont retrouvé la faveur des investisseurs au cours du trimestre, pour afficher une performance supérieure à 9 % sur l'année.

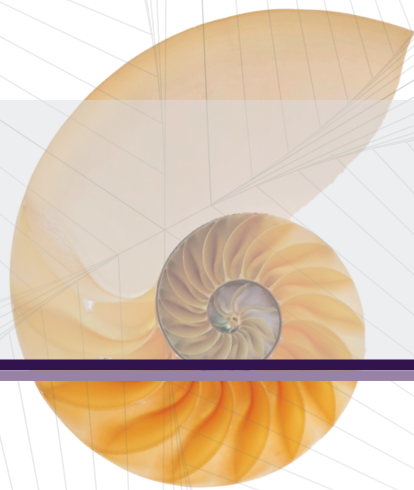
Finalement et en ce qui a trait aux obligations de la zone euro, la performance 2017 peine à atteindre un maigre 2 %. À titre informatif, une obligation émise par la France avec une échéance de 10 ans se transigeait à 0,68 % au 31 décembre 2016, comparativement à 0,78 % au 31 décembre dernier.

Revue macro-économique

De façon générale, la croissance économique mondiale a atteint 3,6 % en 2017, et pourrait atteindre 3,7 % en 2018, selon le consensus des économistes *Bloomberg*.

SIÈGE SOCIAL

94, rue de Courcelles
75008 Paris
Téléphone : 01 44 15 81 81
www.optimumfinanciere.fr



Lettre d'information

info

Le pétrole a quant à lui retrouvé des couleurs, le cours du *Brent* ayant progressé de 57 USD à 68 USD au cours de l'année. Ainsi, le possible retour de l'inflation sera invariablement le thème principal de 2018.

Pour l'anecdote, le *Bitcoin* (monnaie virtuelle) a vu son cours multiplié par 13 en 2017, devenant ainsi la « bulle » la plus rapide de l'Histoire.

Zone euro

La situation économique de la zone euro poursuit son amélioration. En effet, la confiance du consommateur est à un plus haut niveau depuis près de 17 ans, et la *Commission européenne* a révisé à la hausse sa prévision de croissance pour 2018 à +2,1 %, ce qui constituerait le rythme de croissance le plus élevé depuis 2011.

La production industrielle a aussi progressé de 3,8 % cette année, et les créations d'emplois manufacturiers ont été les plus importantes jamais enregistrées. Le taux de chômage s'établit maintenant à 8,7 %, soit le taux le plus faible enregistré depuis 2009.

Pour ce qui est de la politique monétaire menée par la *Banque Centrale Européenne* (« BCE »), il est anticipé que les mesures d'assouplissement quantitatif (achats d'obligations souveraines et corporatives) devraient cesser en septembre 2018 ; d'ici là, le rythme des achats mensuels devrait se situer à 30 Mds €.

L'économie allemande tourne toujours à plein régime : en effet, il est attendu une croissance du *Produit Intérieur Brut* (« PIB ») à 2,8 % en 2017, tandis que le taux de chômage s'élève à 5,5 %. En France, la reprise se renforce et se généralise (prévisions de croissance à 1,8 % pour 2017), ce qui devrait permettre au gouvernement d'afficher un déficit public

inférieur à 3 % du *PIB*. Les consommateurs demeurent par contre moins optimistes que les chefs d'entreprises, ce qui découle du fait que les mesures prises par le gouvernement *Macron* visent à faciliter la vie des entreprises et à déplacer la charge fiscale des sociétés vers certaines catégories de ménages (les retraités, par exemple). Aussi, au niveau du marché immobilier, il est attendu que les prix grimperont de 3 % en 2018.

Au niveau de l'actualité des entreprises françaises, les assureurs et mutuelles affichent généralement des résultats en progression, malgré l'environnement de faiblesse des taux d'intérêts. Les grandes foncières se distinguent également, notamment *Unibail-Rodamco* qui a acquis le géant australien *Westfield* en décembre dernier.

En Italie, le ciel s'éclaircit au niveau économique ; l'agence de notation *Standard & Poor's* a d'ailleurs relevé d'un cran la notation du pays (à BBB), tandis que les créances douteuses du secteur bancaire poursuivent leur baisse. Sur le front politique, des élections se tiendront le 4 mars 2018, avec en toile de fond des demandes d'autonomie accrue des régions du nord du pays.

En Espagne, l'actualité a été dominée par le référendum en Catalogne tenu le 1^{er} octobre dernier. La vague indépendantiste pourrait diminuer, car il est clair qu'une déclaration d'indépendance mènerait au départ massif des entreprises et de l'emploi et à un appauvrissement économique de la région. Aussi, le *Conseil Constitutionnel* a invalidé le référendum, sur la base que ce dernier viole le principe que l'État espagnol est indissoluble. Au niveau économique cependant, le chômage est toujours élevé, à 16,7 %.



Lettre d'information info

Le Portugal récolte maintenant les fruits des diverses mesures implantées depuis quelques années ; le budget 2018 prévoit notamment un déficit public à 1 % du PIB, tandis que le ratio d'endettement du pays poursuit sa baisse. La plupart des agences de notation considèrent maintenant que le pays est de notation *investment grade*, ce qui a d'ailleurs été salué par les investisseurs (le rendement à 10 ans d'une obligation émise par l'État portugais est maintenant inférieur à son pendant italien).

États-Unis

L'actualité américaine au cours du dernier trimestre a été dominée par des bouleversements de nature politique, tant au niveau domestique qu'au niveau international ; en effet, l'administration *Trump* a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et a signifié son retrait de l'*UNESCO*, ce qui s'ajoute à l'absence de progrès sur la renégociation de l'*ALENA* (les négociations devraient se poursuivre jusqu'en mars 2018 au moins). Toutefois, la réforme fiscale a finalement abouti. Cette réforme, la plus importante depuis 30 ans, a pour objet de réduire l'impôt des sociétés de 35 % à 21 % dès 2018 et aura aussi pour effet que 80 % des contribuables américains verront leurs impôts diminuer de 1 600 USD par année en moyenne à partir de 2018 (cette mesure expirera en 2025). Pour ce qui est du rapatriement des profits des sociétés américaines à l'étranger, ceux-ci seront imposés à un taux moindre (le volume des bénéficiaires à l'étranger s'élève à 3 100 Mds USD). Le coût de l'ensemble de ces mesures est estimé à 1 450 Mds USD sur 10 ans.

Au niveau économique, presque tous les indicateurs sont au vert, notamment l'indice

de confiance du consommateur qui est sur un plus haut de 13 ans. Aussi, le taux de chômage pourrait atteindre prochainement un bas de 50 ans (3,5 %). Au niveau de la politique monétaire, la *Réserve Fédérale* a augmenté son taux directeur pour une 5^e fois en 2 ans, et a comme prévu annoncé une accélération du rythme de baisse de la taille de son bilan (passage de 10 Mds USD par mois à 20 Mds USD).

Au niveau de l'actualité des entreprises, il est à noter que la capitalisation boursière d'*Apple* s'élève dorénavant à plus de 900 Mds USD, ce qui en fait la première capitalisation boursière de l'indice *S&P 500*.

Canada

L'actualité économique au Canada demeure bien orientée ; en outre, la *Banque du Canada* a maintenu son taux directeur à 1 %, après 2 hausses de 0,25 % au cours de l'année dernière. La croissance économique devrait se poursuivre en 2018, grâce au plan de dépenses publiques engagé, notamment. Néanmoins, deux éléments sont à surveiller en 2018, à savoir l'issue de la renégociation de l'*ALENA* et l'évolution du prix des matières premières. Au niveau de l'actualité des entreprises, c'est bien sûr l'entrée d'*Airbus* au capital du programme *C-Series* de *Bombardier* qui a retenu l'attention. Cette participation d'*Airbus* devrait permettre au programme de prendre son envol.

Japon

Le pays du Soleil Levant peut maintenant espérer avoir tourné la page de l'épisode de la déflation ; en effet, les différentes mesures budgétaires et monétaires ont permis d'éloigner ce risque, à la faveur d'une croissance



Lettre d'information info

économique qui est maintenant bien orientée. À cet égard, la *Banque du Japon* pourrait prochainement annoncer un plan de sortie de sa politique monétaire ultra-accommodante.

Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, la date du *Brexit* est maintenant déterminée – la sortie du pays de l'*Union européenne* interviendra le 29 mars 2019. Au niveau des termes du *Brexit*, le volet financier avec l'*Union européenne* est quasi-réglé, un montant de 50 Mds € devant en effet être défrayé par le Royaume-Uni à l'*Union européenne*. La situation des expatriés et de la frontière avec l'Irlande du Nord demeurent cependant à éclaircir, et sur ce dernier élément, les parties se sont engagées à ne pas créer de frontière « dure » à l'intérieur de l'Irlande.

Dans ce contexte d'incertitudes politiques, les prévisions de croissance économique ont été abaissées jusqu'en 2021 – entre 1,3 % et 1,5 % par année, contre une progression supérieure à 1,5 % prévue précédemment. L'inflation demeure toutefois élevée (plus de 3 %), quoique celle-ci soit principalement importée, en raison de la faiblesse de la *livre sterling*.

Gestion obligataire

Au sein de la zone euro, les obligations demeurent très onéreuses, notamment le segment des obligations à haut rendement (*high yield*) ; en effet, les écarts de crédit de ce segment ont atteint un bas depuis juillet 2007 : dans ce contexte, la prise de risque n'est peu ou pas récompensée, ce qui nous conforte dans notre positionnement de prudence. Cependant et signe de la vigueur de la reprise économique qui s'est étendue

à presque toutes les régions de la planète, le taux de défaut de ce segment devrait se situer à un peu plus de 1 % en 2018.

Du reste, nos portefeuilles affichent toujours une durée courte, en raison de la remontée probable des taux d'intérêts en 2018.

En France, le placement plébiscité des français, l'assurance-vie, voit plus que jamais les effets de la faiblesse des taux d'intérêts ; à cet égard, l'*Autorité de contrôle prudentiel et de résolution* a renouvelé son message de prudence : la provision pour participation aux bénéficiaires (PPB) pourrait n'atteindre qu'un maigre 1,5 % en 2017 en moyenne. Dans ce contexte, les assureurs-vie ont poursuivi leurs efforts de diversification de leurs actifs en 2017, à la faveur de l'immobilier, notamment : la capitalisation des *SCPI* a en effet progressé de plus de 20 % sur 1 an.

Gestion actions

Nos portefeuilles d'actions, largement surpondérés des actions de la zone euro en 2017, ne devraient pas voir leur composition bouleversée prochainement ; en effet et bien que les bénéficiaires attendus des sociétés membres du *S&P 500* (États-Unis) en 2018 puissent progresser de plus de 10 % (ce qui est supérieur aux sociétés européennes), les multiples d'évaluation sont nettement plus faibles en Europe (15,6 fois les profits 2018) qu'aux États-Unis (18,0 fois les profits 2018).

Lettre d'information info

Performances de nos Fonds Communs de Placements et des contrats multisupports commercialisés par Optimum Vie

	Année 2017	Au 31 décembre 2017			
		sur 3 ans	sur 5 ans	sur 8 ans	
OPCVM	Optimum Actions	7,40 %	16,50 %	41,15 %	33,00 %
	Optimum Actions Internationales	6,27 %	16,43 %	54,66 %	73,64 %
	Optimum Obligations	2,11 %	2,80 %	11,81 %	27,04 %
	Optimum Patrimoine	4,42 %	11,72 %	38,46 %	57,33 %
	Optimum Actions Canada (Part R)	0,04 %	4,12 %	s. o.	s. o.
	Optimum Court Terme	-0,08 %	0,03 %	0,22 %	1,65 %
Profils d'investisseurs	Fonds en Euros	1,76 %	5,87 %	11,83 %	23,03 %
	Profil Prudence	3,75 %	8,21 %	27,03 %	41,38 %
	Profil Équilibre	4,73 %	10,73 %	33,05 %	43,91 %
	Profil Diversifié	4,42 %	11,72 %	38,46 %	57,33 %
	Profil Dynamisme	6,59 %	15,99 %	46,96 %	53,72 %

Notes :

- Les informations indiquées dans ce document complètent les publications réglementaires, disponibles sur demande auprès d'Optimum Gestion Financière S.A. ;
- Les performances passées ne préjugent pas des performances futures ; de plus, les performances des contrats en unités de compte sont hors prélèvements sociaux ;
- Les performances sont cumulatives et nettes de frais de gestion des OPCVM, sont basées sur une période de détention complète sans rééquilibrage et sont exprimées en € ;
- Les performances du Fonds en Euros sont nettes de frais de gestion et hors prélèvements sociaux ; pour 2016 et 2017, les performances sont celles du contrat *Optimum Placements Privilèges* (contrat *Optimum Rendements* avant 2016) ;
- Le *Fonds Optimum Actions Canada* a été créé le 1^{er} juin 2013.

Pour tout renseignement supplémentaire,
n'hésitez pas à nous contacter sur
ogf@optimumfrance.com

De plus, nous vous invitons à consulter
notre site Internet à l'adresse suivante :
www.optimumfinanciere.fr



OPTIMUM
Optimum Gestion Financière S.A.

20
ans